



Pendant près de six mois à partir de Janvier 2008, de graves troubles sociaux ont secoué le bassin minier, une région du sud-ouest tunisien particulièrement touchée par le chômage et la pauvreté. Durement réprimés par l'Ancien Régime, la Tunisie n'avait pas connu pareil soulèvement depuis les « émeutes du pain » en 1984. De nombreux observateurs considèrent que la « Révolution de la Dignité » de Décembre 2010 - Janvier 2011 est l'aboutissement de ce processus de révoltes de la population tunisienne contre l'injustice du régime de Ben Ali commencée en 2008. Pourtant, la Révolution qu'a connue le pays n'a rien changé, et la situation reste à ce jour encore très tendue, comme l'a pu le constater la section de Redayef -ville rattachée au gouvernorat de Gafsa- du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux.

Ce rapport rédigé en août 2012 retrace les diverses activités du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES¹) réalisées au titre de la mobilisation sociale dans la région du Bassin Minier. Il rend compte notamment des différentes actions de mobilisations mises en œuvre depuis la création de l'association en mai 2011, même si ses membres figuraient parmi les militants plus actifs au sein du comité de soutien aux habitants du Bassin Minier de Gafsa en 2008 et continuent toujours de suivre les mouvements en cours dans la région.

1 Le présent rapport emploiera l'acronyme FTDES pour évoquer le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux.



SOMMAIRE

LE RAPPORT

- *Les grèves, expressions de saturation générale*
- *Réunion des acteurs non-gouvernementaux sur les
« Réalités et perspectives de développement dans le
bassin minier » :*
Table ronde du lundi 13 février 2012.
- *Tentatives de négociations avec le Ministère des
Affaires Sociales*
- *Plaidoyer pour une action gouvernementale et une
unité sociale*
- *Sit-in et grève de la faim devant le Ministère de
l'Emploi, Avril 2012*
- *Manifestation du 30 avril 2012, Avenue Habib
Bourguiba.*

ANNEXES



Les grèves, expressions de saturation générale

Depuis le mois de janvier 2012, Redeyef – ville du sud-ouest de la Tunisie rattachée au gouvernorat de Gafsa – est marquée par de nombreux mouvements de protestation provoquant l'arrêt de la production de la Compagnie des Phosphates de Gafsa.

Entre autres, dès le 9 janvier, 29 ouvriers de la direction régionale du développement agricole de Gafsa avaient entamé une grève de la faim. Leur objet de mobilisation était alors leur titularisation. D'autres citoyens sont également entrés en grève de la faim pour faire valoir leurs droits sociaux et ont ensuite été transportés à l'hôpital suite à la dégradation de leur état de santé.

Pour autant, les autorités sont restées dans l'inaction.

La « désobéissance civile » a par la suite gagné presque tous les citoyens de la ville en réponse à l'exclusion et à cette indifférence du gouvernement vis-à-vis des revendications citoyennes². C'est ainsi qu'une grève générale a débuté le mardi 17 janvier 2012 à 10h00. Les grévistes ont dès lors dévoilé le fait que la révolution du 14 janvier 2011 n'a rien changé aux situations économiques et sociales des citoyens de Redeyef où de nombreux signes d'exclusion sociale, d'insouciance et d'inattention sont observables. La localité est en effet marquée entre autres par des infrastructures détériorées, un taux de chômage élevé – avec près de 50% chez les jeunes – ainsi qu'un manque d'institutions administratives indispensables à toutes démarches citoyennes.



Grévistes de Redeyef, 19 janvier 2012

2 Voir Revendications exprimées lors de la Séance de Travail du 23 Février 2012.





La situation des citoyens de Redeyef n'ayant évoluée, une nouvelle grève générale a été conduite le 8 mai 2012. La grève a été menée dans tous les secteurs. « Nous avons enregistré la participation de 99 % des habitants de Redeyef »³, annonçait le syndicaliste et représentant du FTDES Adhane Hajji.



Grévistes de Redeyef, 8 mai 2012

3 Propos recueillis par Sana Farhat, dans « Face à la passivité du gouvernement provisoire. Hier, grève générale à Redeyef », Le Temps, 9 mai 2012.



Réunion des acteurs non gouvernementaux sur les « Réalités et perspectives de développement dans le Bassin Minier » :

Table ronde du lundi 13 février 2012.



Banderole Table Ronde du 13 février 2012, Hôtel Majestic, Tunis.

Une situation toujours tendue

Considérant le manque de volonté politique du gouvernement et l'impasse des négociations, le FTDES a pris la décision d'organiser une table ronde le lundi 13 février 2012, soit la veille de la reprise des négociations avec les autorités politiques.

Ainsi, différents experts, économistes, syndicalistes et militants associatifs se sont réunis autour d'une table ronde à Tunis afin d'évoquer les « Réalités et les perspectives de développement du Bassin Minier ». Inscrite sous le thème plus large des « revendications légitimes du Bassin Minier », cet événement s'est déroulé dans le contexte bien particulier de l'ouverture, le lendemain, des négociations entre le ministère des Affaires Sociales et les militants associatifs porteurs des revendications des grévistes du Bassin Minier. L'objectif était d'adopter une stratégie d'action sur la manière dont la délégation allait mener les négociations avec le gouvernement. A la fin de la journée, une liste de recommandations a été dressée, et les revendications reprises et résumées dans un document intitulé : « Symposium des demandes légitimes du Bassin Minier ». Ces revendications s'articulent autour de la reconnaissance des Martyrs de 2008, de l'indemnisation des familles des martyrs et blessés de la révolution et des révoltes de 2008 au Bassin Minier; de l'insertion

professionnelle des enfants des victimes d'accidents du travail à la Compagnie des Phosphates de Gafsa ; de la réévaluation des pensions de retraite ; et de l'indemnisation des familles victimes de la pollution générée par les activités de la Compagnie des Phosphates.



Un citoyen du Bassin Minier exposant les problématiques de la région.

Une nécessité : revoir les programmes de développement à l'échelle nationale

Par ailleurs, malgré une présence importante des richesses naturelles dans la région, la situation socio-économique et environnementale du Bassin Minier inquiète toujours, tandis que les inégalités régionales se creusent. Le FTDES a donc tenu à présenter les conclusions du rapport d'étude de l'économiste Monsieur Abdeljalil Bedoui dans lequel il affirme que le gouvernement actuel manque de volonté politique et ne prête pas assez d'attention aux problématiques qui touchent le Bassin Minier. En outre, les participants de la table ronde ont établi un ensemble de priorités en vue d'effectuer un plaidoyer en faveur du développement de cette région et d'une meilleure répartition des richesses à l'échelle nationale. Il est désormais primordial d'impliquer les autorités politiques, mais également les entreprises présentes dans la région. Dans un accord signé avec les syndicats au cours des années 1990, la direction de la Compagnie des Phosphates de Gafsa s'était engagée à consacrer une partie de ses bénéfices à la réalisation de projets de développement de la région. Or, cet engagement n'a pas été respecté et le FTDES réclame aujourd'hui son application. A cette occasion, le FTDES a fermement condamné les entreprises ayant fermé leur site telles que la société Yazaki en décembre 2011, en prétextant que cela est due aux mouvements sociaux qui ont lieu dans la région du bassin minier. Plus généralement, c'est



l'absence d'un véritable projet de développement pour la région que nous fustigeons. A cet égard, nous revendiquons le droit au développement et à l'emploi pour les habitants de la région du Bassin Minier.

Malgré l'importance de ces questions liées aux droits des travailleurs du Bassin Minier, le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux est l'une des rares associations nationales à se mobiliser pour que le gouvernement porte une attention à ce dossier. Le FTDES est conscient de cela et entend, à travers l'organisation de tels événements, fonder une coalition plus forte, plus large et plus efficace, réunissant toutes les personnes solidaires du mouvement, qu'ils soient syndicalistes, militants associatifs, ou simpleS citoyens.



De gauche à droite, Le panel du FTDES constitué de : l'économiste Abdeljalil Bedoui, l'avocate Imen Bjeoui (Groupe des 25), le syndicaliste Adnene Hajji.





Tentatives de négociations avec le Ministère des Affaires Sociales

Entre réunion et reports de séances

Une première réunion s'est déroulée le 20 janvier 2012 en présence de Monsieur Khalil Zaouia, Ministre des Affaires Sociales, des représentants de la région de Gafsa, du secrétaire-général-adjoint de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT)⁴ Anouar Bengadour et du représentant du FTDES Adnène Hajji.

Les participants sont ainsi parvenus à un accord sur divers points. Tout d'abord, un consensus s'est opéré sur l'organisation d'une séance de travail avec l'administration de la CPG et les différentes parties prenantes pour le mercredi 27 janvier 2012 afin de mettre en lumière toutes les revendications professionnelles. De plus, les divers acteurs se sont mis d'accord sur la régularisation des ouvriers de sous-traitance qui devait être inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des Ministres. Enfin, il a été promis aux ouvriers de sous-traitance rattachés au Ministère de l'Agriculture de Redeyef la régularisation de leur situation ainsi que leur assurance en termes de SMIC et de sécurité sociale. La question de leur titularisation a quant à elle été inscrite à l'agenda du Conseil des Ministres.

Néanmoins, la réunion suivante qui devait avoir lieu le 27 janvier a été reportée le 25 janvier. Quelques jours plus tard, le 8 février 2012, sans aucune explication le gouvernement a de nouveau retardé cette séance de travail tant attendue au 14 février.

Cette séance de travail s'est finalement tenue le 23 février 2012, soit avec près d'un mois de retard, de blocages dans les négociations et d'attentes pour les habitants du Bassin Minier.

La séance de travail du 23 février 2012

Afin de permettre une concertation entre les acteurs gouvernementaux et la société civile, le FTDES a initié l'organisation d'une séance de travail sur le Bassin Minier le jeudi 23 février 2012. Cette séance a été présidée par Monsieur Khalil Zaouia, Ministre des Affaires Sociales. Les participants étaient quant à eux de deux types. D'un côté, des représentants du Ministère⁵ ont marqué leur présence et de l'autre, ceux du Bassin Minier sont venus exprimer leurs revendications⁶. Cinq axes principaux ont ainsi été traités.

Les revendications citoyennes de Redeyef

Tout d'abord, la situation de l'emploi à Redeyef a été discutée. En effet, face à la situation préoccupante du chômage à Redeyef, les représentants du Bassin Minier ont soulevé le problème de la marginalisation de la région, la difficulté de l'emploi – notamment parmi les diplômés du Supérieur – et ont demandé le doublement du taux de recrutement dans les compagnies du phosphate, de l'environnement et de plantations. En outre, ils ont exigé l'attribution de 40% des recrutements aux diplômés chômeurs, en fonction de

5 Tels que Monsieur Ammar Elyembai, Chef du cabinet et Monsieur Md Salah Chatti, Directeur général chargé de mission.

6 Tels que Messieurs Adnene Hajji, Ibrahim Sahraoui, Ali Bouyhia, Md Salah Jimii, Ridha Ezzidini, Bouali Amidi, Rahouene Bouzaïene, Hafnaoui Ben Othman, Othman Ben Soltane, Nouamene Ben Ammar, Rabeh Ben Othman.





l'ancienneté de leurs diplômes et de leurs âges.

De plus, la priorité de recrutement aux enfants des accidentés du travail a été réclamée. Les participants ont dès lors soulevé la situation sociale pénible des familles d'ouvriers de la Compagnie des Phosphates de Gafsa qui souffrent d'une invalidité. Leur nombre n'a été pas encore fixé mais doit justement être déterminé par étude de leurs dossiers respectifs. La revendication sur ce point était alors de recruter au moins un des membres de la famille de la personne sinistrée – morte ou ayant une incapacité permanente – et ce, en dehors du quota destiné à la région de Redeyef – ainsi que de diminuer le taux d'incapacité de 66.66% à 35%.

Par ailleurs, la problématique des retraités de la Compagnie des Phosphates de Gafsa a été mentionnée. Les participants ont ainsi souligné diverses revendications en fonction de la temporalité à laquelle ces personnes sont entrées en retraite et notamment de manière anticipée.

Concernant les retraités d'avant 1986, la sollicitation était de leur garantir un salaire minimum au moins équivalent au SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) et d'assurer la régularisation de leurs contributions à la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale) à travers une contribution de la CPG (Compagnie des Phosphates de Gafsa)⁴.

Vis-à-vis des retraités entre 1986 et 1993, leurs pensions de retraites n'incluent pas les primes et se limitent aux salaires de bases. Les représentants des habitants de Redeyef demandaient ainsi la régularisation de leur situation avec la CNSS à travers une contribution de la CPG. Ces primes doivent notamment être incluses rétrospectivement afin de couvrir la période séparant la retraite anticipée et l'âge de la retraite réelle.

Enfin, au sujet des retraités entre 1993 et 2000, le problème de ces retraités qui ne recevaient que 50 pour cent de la prime complémentaire provisoire durant la période 1993-2000 a été souligné. Il a ainsi été réclamé que la somme manquante de la prime soit rajoutée par la CPG. La requête de la régularisation de la situation selon l'accord de 25-50 (25 ans de service pour l'âge de 50) a également été énoncée.

En outre, la situation des ouvriers de la Compagnie de l'Environnement et Plantations a été mise en lumière. Les participants ont dès lors indiqué que cette compagnie avait été créée suite à une séparation de la CPG, compagnie-mère, et qu'elle était parvenue à absorber les 1100 ouvriers – dont 100 diplômés du Supérieur – originaires de Redeyef, travaillant en sous-traitance et percevant des salaires allant de 300 à 500 Dinars par mois, sans couverture sociale ni aucun cadre légal. Il a ainsi été imploré d'intégrer ces ouvriers à la CPG, et le cas non-échant de leur assurer la couverture sociale.

Un dernier axe de discussion concernait les demandes des chômeurs diplômés du Supérieur. Les représentants de Redeyef ont démontré que le nombre de cette catégorie de chômeurs ne cessait de s'accroître dans la région du Bassin Minier dénombrant les 1203 diplômés, sans compter les diplômés de la session de Juin 2011 et les diplômés de la formation professionnelle.

⁷ Le présent rapport emploiera l'acronyme CPG pour évoquer la Compagnie des Phosphates de Gafsa





Il a ainsi été revendiqué en premier lieu des *mesures d'urgence* telles que :

- Des soins médicaux et des transports gratuits ;
- La suppression des programmes publics précaires comme la Prime Amal.

En second lieu, mais non moins important, les membres de la société civile ont exigé des *mesures stratégiques* telles que :

- Recruter un diplômé de chaque famille ;
- Augmenter le nombre de cadres recrutés à la CPG;
- Organiser un concours CPG spécial Bassin Minier, et le cas non-échant d'assurer un taux minimum de 40% d'admis pour la région, limitant les critères d'admission à l'ancienneté du diplôme et l'âge;
- Fournir l'autofinancement et l'aide pour la construction de projets ainsi qu'assurer leurs suivis.

De surcroît, divers autres points ont été évoqués.

Il s'agissait notamment d'insister sur la nécessité d'assurer la proximité des établissements publics, notamment le bureau de la CNAM (Caisse Nationale pour l'Assurance Maladie), le bureau de la CNRPS (Caisse Nationale de la Retraite et de la Prévoyance Sociale), le Bureau de Travail. Il a également été réclamé d'agrandir l'hôpital local de Redeyef. Les représentants de la société civile du Bassin Minier ont en outre convié l'Etat à étudier la situation dans le complexe « Khmissa » afin d'aider cet établissement à se remettre.

Enfin, la nécessité d'accélérer le processus du transfert des 400 millions de dinars attribués par la CPG pour le développement de la région, de créer une cimenterie et une banque commerciale et d'améliorer la situation des zones agricoles irriguées a été soulignée.

La réponse gouvernementale

En réponse à ces demandes, le Ministre des Affaires Sociales a promis de contacter la CPG et tous les ministères concernés afin de trouver les solutions convenables aux problèmes soulevés.

Plus concrètement, il a donné son accord pour attribuer des carnets de soins gratuits aux familles nécessiteuses. Il a, en outre, annoncé l'approbation de la CPG pour augmenter le quota de recrutement – sans détermination fixe – et diminuer le taux d'incapacité physique pour les victimes d'accidents de travail.

Concernant la Compagnie de l'Environnement et de Plantation, le Ministre a insisté sur la nécessité d'un cadre légal pour les ouvriers, sur le respect du code du travail et de la sécurité sociale.

La séance s'est clôturée d'un commun accord pour l'organisation d'une autre séance de travail le vendredi 2 mars 2012, en présence du Président Directeur Général de la CPG, d'un représentant du Ministère de l'Industrie et du Commerce – en sa qualité d'autorité de la CPG – et des représentants des habitants de Redeyef afin d'effectuer un suivi des problématiques soulevées.





Le plaidoyer pour une action gouvernementale et une unité sociale

Outre leur soutien aux mobilisations, la section de Redeyef du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux accompagnée par les syndicats de base et les délégués syndicaux affiliés à l'UGTT ainsi que les sections des partis politiques et les organisations de la société civile implantés dans la ville de Redeyef⁸ ont adressé une lettre au chef de gouvernement le 15 mars dernier (2012).

Constatant le reniement du gouvernement vis-à-vis des accords adoptés et relatifs aux droits des populations du Bassin Minier ainsi que des promesses et des engagements concernant leurs revendications légitimes, les signataires ont ainsi lancé un signal d'alarme sur ce blocage antidémocratique.

La demande était donc un retour au dialogue et aux négociations pour garantir la stabilité dans la région. Le gouvernement était ainsi appelé à assumer ses responsabilités afin de contrecarrer au plus vite les conséquences désastreuses enclenchées par ce blocage.

En complément de cette lettre au chef du gouvernement, un appel⁹ au Secrétaire Général et aux membres du Bureau Exécutif de l'UGTT a été lancé le 15 mars 2012 afin d'impliquer l'UGTT dans ce processus de négociations.

La Direction syndicale a ainsi été sollicitée pour garantir l'unité fédératrice en tant que catalyseur de luttes internes.

De plus, le FTDES a initié une conférence de presse le 23 mars 2012 afin de mettre en exergue les problématiques du Bassin Minier. C'est ainsi que le syndicaliste Adnane Hajji a dénoncé le « revirement du gouvernement provisoire qui n'a pas tenu ses engagements envers le Bassin Minier ». Le non-respect gouvernemental des accords conclus avec les citoyens de Redeyef¹⁰ a ainsi été souligné. Cette inaction a été présentée comme une crainte vis-à-vis de l'avenir du processus révolutionnaire et démocratique. Elle pourrait être à l'origine d'une montée de tensions locales. C'est ainsi que le syndicaliste a appelé à la négociation afin de ranimer la sécurité régionale. En outre, les thématiques autour desquelles s'articulent les revendications ont été précisées par Monsieur Hajji, à savoir entre autres l'emploi, le recouvrement des droits des retraités anticipés de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, la priorité de recrutement des enfants d'employés de la Compagnie.

8 **Les dénonciateurs du blocage gouvernemental** : Syndicats des ouvriers de l'éducation ; Syndicats des carrières ; Syndicat de l'enseignement de base ; Syndicat de la santé publiques ; Syndicat des retraités ; Syndicat des municipalités ; Syndicat des services externes ; Syndicat des PTT ; Syndicat de l'enseignement secondaire ; Syndicat des surveillants ; Syndicat UDC Redaif ; Association « El Joud El Khairia Redaif » ; Association les mères du Martyr ; Association FTDES/ Section Redaif ; Sections du Mouvement El Tajdid, du POCT, du CPR, d'El Baath, du MP Démocrates, du Mouvement « El Chaab ».

9 Réalisé par les mêmes acteurs que les dénonciateurs du blocage gouvernemental.

10 Voir Séance de Travail du 23 février 2012





Le syndicaliste Adnene Hajji exposant le blocage gouvernemental des négociations, lors de la Conférence de Presse organisée par le FTDES le 22 mars 2012.

Sit-in et grève de la faim devant le Ministère de l'Emploi, Avril 2012

Suite à la publication des résultats du deuxième concours de la Compagnie de Phosphates de Gafsa le 7 avril 2012, des chômeurs du Bassin Minier ont observé durant plusieurs jours un sit-in devant le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi à Tunis. Originaires des localités d'Om Larayes, de Redeyef et de Lemdhila, ces hommes et ces femmes ont quitté leur région pour réclamer la révision des résultats du concours et des critères de sélection, estimant que leur dossier n'avait pas été pris en compte. Déterminés à aller jusqu'au bout de leur mouvement, les participants avaient annoncé qu'ils ne « rentreraient pas au Bassin Minier sans avoir obtenu gain de cause »¹¹.

Parmi eux, une trentaine ont effectué une grève de la faim pour faire entendre leur voix auprès du Ministre de l'Emploi, Monsieur Abdelwahab Maater. Revendiquant le droit à une vie digne, à un emploi, et à une couverture sociale, ils ont par ailleurs critiqué le manque de transparence quant aux critères de recrutement utilisés par le Ministère et la direction de la CPG. En effet, certains chômeurs ont été disqualifiés au concours alors qu'ils respectaient les critères de sélection. Par ailleurs, plusieurs chômeurs qui avaient été admis au premier concours le 23 novembre 2011 ont été exclus, sans justification, de la liste du deuxième concours du 7 avril 2012.

Ils ont également exprimé leur déception à l'égard du ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle qui a refusé de les recevoir. Ils n'ont pu obtenir qu'une réponse

¹¹ Propos recueillis par Sana Farhat dans « En sit-in depuis plus d'une semaine devant le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi », *Le Temps*, 22 avril 2012.



de la part de Monsieur Hédi Triki, Conseiller du ministre, qui affirmait que les dossiers proposés par les manifestants ne répondaient pas aux critères de recrutement.

Symbole à la fois d'un découragement et d'une véritable détermination des populations, les tentatives de suicides de chômeurs paraissent aux yeux des sit-inneurs être le seul moyen de se faire entendre. Nous pouvons notamment évoquer le cas de Khémaies Saad, père de famille de 38 ans et chômeur originaire du Bassin Minier, qui en était à l'époque à sa troisième tentative. « Les résultats du concours sont une preuve indiscutable démontrant la malhonnêteté des membres de la commission chargée du recrutement. Pour cela, je n'arrêterai pas d'essayer de me suicider afin de montrer à ces gens et au gouvernement d'Ennahdha que le compte à rebours de la deuxième Révolution est déjà enclenché »¹² a-t-il ensuite affirmé après avoir tenté de se donner la mort devant le Ministère de l'Emploi.

Le FTDES a donc soutenu les habitants du Bassin Minier qui estimaient avoir subi une injustice en étant recalés du concours de recrutement alors qu'ils respectaient les critères de sélection qui avaient été arrêtés par le Ministère de l'Emploi et la direction de la CPG. Le FTDES réclamait donc la révision de leur dossier afin qu'ils soient mieux étudiés.



Sit-inneurs et grévistes de la faim devant le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, avril 2012. Source externe.

12 Propos recueillis par Samah MEFTAH dans « Le borbier du Bassin minier. Sit-in et tentative (désespérée) de suicide devant le ministère de l'Emploi. », *Le Temps*, 1^{er} mai 2012.

Manifestation du 30 avril 2012, Avenue Habib Bourguiba, Tunis.

Le 30 Avril 2012, à la veille de la célébration de la fête du Travail, le FTDES avait dressé un bilan mitigé du gouvernement actuel. En outre, les autorités politiques ne répondaient pas aux attentes et aux aspirations des différentes catégories sociales en Tunisie.

Organisée par le FTDES, la marche qui a eu lieu à l'avenue Habib Bourguiba à Tunis le 30 Avril 2012 a réuni plusieurs centaines de manifestants originaires des villes du Bassin Minier comme Redeyef, Om Lârayes, Metlaoui ou encore Mdhilla.



Manifestants Avenue Habib Bourguiba, Tunis, le 30 avril 2012, autour du slogan : « Travail, liberté, dignité ».

Les revendications portaient sur le droit à l'emploi et au développement équitable à travers une meilleure répartition des richesses à l'échelle nationale. Les manifestants ont scandé des slogans faisant référence aux libertés fondamentales, à la dignité, à la justice, ou encore à l'équité sociale. Entre autre, le slogan phare de la Révolution « Travail, liberté, dignité » a été repris. A cette occasion, un hommage a été rendu aux martyrs de la Révolution et du soulèvement du Bassin Minier de 2008, puisque des portraits de martyrs ont été brandis par les participants.

Par ailleurs, cette marche pacifique s'est déroulée peu après la publication, le 7 avril 2012, des résultats du concours de recrutement de la Compagnie des Phosphates de Gafsa. Ces concours désignaient les personnes sélectionnées et embauchées par la CPG, un des principaux employeurs de la région du bassin minier. Or, de nombreux jeunes chômeurs de la région ont aussitôt contesté la proclamation de ces résultats estimant qu'ils ont été injustement écartés du processus de recrutement. Deux chômeurs du Bassin Minier ont ainsi tenté de se donner la mort devant le Ministère de l'Emploi à Tunis. Auparavant, d'autres chômeurs de la région avaient émis la menace d'un suicide collectif. Ces tentatives de suicides ne sont donc pas des cas isolés et ces actions risquent de se multiplier dans les mois à venir si le gouvernement actuel reste toujours inerte face aux revendications des habitants de la région.

Cette marche organisée la veille de la célébration de la fête du travail par le FTDES a une fois de plus mis en exergue la situation précaire dans laquelle vivent les habitants du Bassin Minier, une région où le taux de chômage frôle les 50%.



Manifestants sur l'avenue Habib Bourguiba de Tunis, 30 Avril 2012. En arrière-plan : banderole avec les photos des Martyrs de 2008 du bassin minier.



ANNEXES





Tunisie : La Situation Dans Le Bassin Minier Reste «Tendue» ¹³

« **La Réalité et les perspectives du développement dans le Bassin Minier** », tel est le thème d'une table ronde, organisée lundi à Tunis, à l'initiative du forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES). Les participants à cette rencontre ont écouté les témoignages de plusieurs habitants de la région venus donner un aperçu des conditions dans le bassin minier. Le syndicaliste Adnène Hajji a qualifié de «tendue» la situation dans la région, ajoutant qu'elle peut encore s'aggraver en raison de la non-satisfaction des revendications de ses habitants. Ces revendications s'articulent, a-t-il fait savoir, autour de l'indemnisation des familles des martyrs et des blessés de la Révolution, l'emploi des personnes au chômage parmi notamment les enfants des victimes d'accidentés du travail à la Compagnie des Phosphates de Gafsa, la régularisation de la situation des retraités de cette entreprise et de celle des agents de la société de l'environnement et du jardinage. De son côté, Abdesslem Zaïbi, ressortissant de la région, a souligné que la réalisation du développement durable dans le Bassin Minier est tributaire de la garantie de la sécurité, du financement et du lancement de projets ainsi que de l'existence d'une réelle volonté politique. La manifestation a été l'occasion de présenter les résultats d'une étude sur le développement dans la région de Gafsa réalisée par l'universitaire Abdeljelil Bédoui, porte-parole officiel du parti du travail tunisien (PTT). La région souffre d'un développement déséquilibré et n'est pas intégrée dans son environnement économique, démontre l'étude qui relève l'absence d'un plan d'action aux contours bien définis qui favorise l'investissement dans les ressources naturelles dont regorge la région. Une réunion est prévue, mardi, entre les représentants du Bassin Minier et le Ministère des Affaires sociales, dans le cadre des négociations entamées depuis le 5 janvier dernier, en vue de répondre aux revendications des habitants du Bassin Minier.

Créé en mai 2011, le FTDES rassemble des juristes, des experts et des syndicalistes et s'intéresse aux questions liées au secteur social et de développement.

Reprise du chargement des phosphates.TUNIS (Xinhua) - Les mines de Gafsa (sud-ouest tunisien) ont produit en janvier 2012 environ 300 mille tonnes de phosphates commercial qui ont été «chargées vers les usines du groupe chimique» à Gabès (sud-est) et à Sfax (Centre), a déclaré lundi à la presse une source de la Société nationale des Chemins de Fers Tunisiens (SNCFT). La même source a indiqué que «ces quantités de phosphates seront destinées à l'exportation ou à la production d'engrais chimiques», tout en rassurant que «les indicateurs en ce début d'année s'avèrent positifs comparés à 2011» où les activités de transport de phosphates «ont été suspendues en raison de grèves répétées». Durant l'année 2011, les usines de production d'engrais chimiques de Gabès et de Sfax avaient reçu un total de 2 millions 500 mille tonnes de phosphates contre 7 millions 300 mille tonnes en 2010. Selon la CNCFT, le transport d'individus, de phosphates et de marchandises à Gafsa a connu une interruption de 144 jours en 2011 avant de reprendre son rythme habituel depuis deux mois. La reprise du transport des phosphates à partir du Bassin Minier de Gafsa demeure,

13 Source: <http://printempsdespeuples44.over-blog.com/article-tunisie-la-situation-dans-le-bassin-minier-reste-tendue-14-02-12-99293878.html> (consulté le 17 août 2012)





selon la presse locale, un indice positif et rassurant quant à la relance de l'économie tunisienne notamment avec «la stabilité de la situation sociale et sécuritaire dans la région» qui a favorisé la reprise des activités de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG).

Bassin minier : Le gouvernement dos au mur ¹⁴

• Les contestataires tiennent à ce que les promesses soient consignées noir sur blanc et soient surtout tenues...Autrement « ça flambera »

En ébullition continue, le Bassin Minier n'a pas l'air de reprendre son calme. Les sit-in se poursuivent dans quelques zones, plus particulièrement dans la CPG à Redeyf. « Cette décision a été prise suite au report des négociations avec le ministère des Affaires sociales pour aujourd'hui, en plus des promesses non tenues par le gouvernement », annonce Adnan Hajji, syndicaliste lors de la table ronde organisée hier par le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, section du Bassin Minier.

Ayant pour objectif de déterminer les priorités de la zone et surtout la façon avec laquelle les syndicalistes doivent négocier avec le ministère concerné, la table ronde a été placée sous le thème « les revendications légitimes du Bassin Minier ». « Nous avons demandé des négociations sérieuses à propos d'un ensemble de revendications. Elles sont toutes prioritaires, urgentes et ne peuvent pas être reportées pour plus tard », déclare M. Hajji lors de la table ronde. La rencontre prévue aujourd'hui avec Khalil Zaouia « doit être couronnée par la signature d'un accord préliminaire », réitère le syndicaliste tout en ajoutant que « les sit-inneurs campent sur leur position et qu'ils n'arrêteront leur mouvement que lorsque le gouvernement affichera un sérieux engagement ». « Nous stopperons ces actions le jour où nous évaluons que les choses avancent bien », enchaîne M. Hajji qui considère que le Bassin est victime de sous-développement malgré les richesses naturelles qui y existent. « Il s'agit là du deuxième problème à négocier avec le gouvernement », déclare le syndicaliste. Si M. Hajji a manifesté une volonté à reporter la négociation de la question du développement dans la région minière, car cela nécessite une approche correcte, il insiste sur « le fait qu'il y a des problèmes urgents et dont les solutions ne doivent pas être différées pour une raison ou une autre ».

Situation socio-économique

Par ailleurs, Abdeljalil Bedoui a fait une lecture de la situation socio-économique dans le Bassin Minier et l'importance de son développement. Car « il est impossible de réaliser un développement national tout en ayant un déséquilibre régional », d'après M. Bedoui qui insiste sur l'importance de bien déterminer ces priorités en négociant que ce soit avec le gouvernement ou les investisseurs qui se font rares dans le Bassin surtout après la fermeture de Yazaki, des centres d'appels ainsi que d'autres usines. « Plusieurs projets ont été réalisés dans la région depuis 2009, mais il s'est avéré qu'ils sont tous fragiles », critique M. Bedoui. Auparavant les participants ont rappelé les lacunes qui se posent dans le Bassin depuis

¹⁴ Source : <http://www.letemps.com.tn/article-63475-14022012.html> (consulté le 17 août 2012)





des années et qui ont alimenté les événements de 2008. Iniquité sociale, déséquilibre de développement, chômage, absence d'infrastructures, de prestations, pollution atmosphérique...la liste est longue, et le gouvernement ne prête pas encore attention à cette zone riche en ressources naturelles. D'où le risque permanent de grèves et de sit-in et donc d'instabilité.

Sana FARHAT

Adnane Hajji, syndicaliste: «Nous ne céderons pas, car toutes les revendications sont prioritaires»

Toutes les revendications présentées au gouvernement provisoire restent pour nous prioritaires. Elles sont axées sur l'emploi des jeunes, l'insertion professionnelle des enfants des employés de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) victimes d'accidents de travail, la révision des pensions de retraite, la Société de l'Environnement et de Plantation et l'indemnisation des familles à cause de la pollution générée par la CPG. Pour exprimer leur attachement à ces demandes, un sit-in est observé actuellement dans la Compagnie à Redeyef. D'ailleurs, les vagues de protestations pourraient s'amplifier et s'accroître au cas où le gouvernement provisoire ne manifesterait pas un vrai engagement dans la résolution des problèmes posés et ce, en signant une convention cadre. Nous ne céderons pas, car toutes les revendications sont prioritaires et ne concernent pas une seule catégorie. Elles reflètent les problèmes des chômeurs, des retraités, des employés...Il importe donc qu'on nous mette d'accord, le ministère des Affaires Sociales et nous sur un principe.

Wassim Laâbidi, étudiant : «la situation socio-économique et le développement»

La résolution du problème de la sous-traitance, la régularisation de la situation des travailleurs des chantiers, l'affichage des résultats du concours de recrutement dans la CPG et la réservation d'un quota aux enfants des victimes d'accidents de travail au sein de la Compagnie sont parmi les priorités à examiner aujourd'hui. La situation socio-économique et le développement du Bassin Minier sont également une priorité pour les habitants, d'autant plus qu'un accord a été signé lors des années 90 entre les syndicats et la CPG stipulant de réserver une marge de bénéfices de la Compagnie aux projets de développement du Bassin. Mais rien de cela n'a été concrétisé. Nous comptons par ailleurs 1400 diplômés du supérieur à Redeyef, ils attendent d'être embauchés. L'insertion dans la fonction publique est dès lors, une solution à appliquer pour ces jeunes.

Taoufik Aïn, société civile : «Indemnisation des familles»

Nos demandes datent de 2008. Elles sont les mêmes d'ailleurs. Nous revendiquons l'indemnisation des familles des martyrs et des blessés, un développement réel en plus de l'emploi.





Symposium des demandes légitimes du Bassin Minier¹⁵

En poursuivant la situation économique, sociale et environnementale du Bassin Minier, et suite au symposium des demandes légitimes de la région qui s'est déroulé à l'hôtel Majestic à Tunis, le mardi 4 février 2012, on a documenté les sujets traités les plus importants et les demandes légitimes. Il y a eu aussi un rappel des derniers mouvements connus du Bassin Minier. Les interventions de beaucoup de participants sont dans ce contexte. Elles sont axées sur les points mentionnés !

- La situation générale est très tendue dans la région vu la pauvreté des habitants et la dévalorisation des conditions socio-économiques et environnementales.
- La tension a atteint son point culminant en 2008. Des manifestations ont duré 6 mois, avec des arrestations fréquentes et aléatoires. On a même tiré le feu sur les manifestants.
- Toutes les demandes préconisées en 2008 concernent le droit à l'emploi, l'égalité des chances et l'éloignement des corrompus des postes de pouvoir et de décision, ainsi que le droit de la région au développement. Jusqu'à aujourd'hui, toutes les demandes n'ont pas été réalisées et aucun des gouvernements successifs n'a exprimé sa volonté sérieuse de le réaliser.
- Suite à la Révolution qu'a connue notre pays, la demande principale est de reconnaître les martyrs et les blessés du bassin minier, en raison de la dynamique de leur mouvement protestataire qui est en accord avec les demandes de la révolution tunisienne, cette dernière a complété ce que l'ancien régime a avorté au Bassin Minier en 2008 : la revendication des droits socio-économiques qui garantissent la dignité de l'individu et la prospérité du pays.
- L'ancien président a proposé en 2008 comme solutions, l'établissement d'ateliers de couture et des entreprises de communication à distance. C'étaient des solutions non étudiées pour absorber la colère du peuple et l'élimination du mouvement de protestation, ce qui a conduit à la faillite des entreprises et leur fermeture. La situation socio-économique s'est compliquée dans la région et est devenue plus dure.
- Le 5 janvier 2012, le Ministre du Transport a visité la région de Rdeyef, il a promis d'étudier sérieusement les revendications et c'est ainsi que le sitin de la société des Phosphates de Gafsa a été interrompu pendant un mois, mais il n'y avait toujours pas d'indication à l'appui de cette promesse.
- Le 20 janvier 2012, on a invité les représentants de la région pour le dialogue en ce qui concerne les travailleurs et les ouvriers. Un accord a été signé mais ses articles n'ont toujours pas été exécutés.
- Le 8 février 2012, la réunion qui devait regrouper les représentants de la région et ceux du gouvernement a été reportée sans aucune explication.

Les problèmes aigus que connaît la région :

Les interventions autour de ce sujet se résument comme suit :

- La fermeture de quelques entreprises dans la région pour des raisons économiques liées au marché mondial, telles que la société Yazaki, prétendant que cette fermeture est due aux grèves alors que la vraie raison est l'expiration de leur mission en Tunisie.

¹⁵ Source : <http://www.ftdes.com/node/1822> (consulté le 17 août 2012)





- L'interruption du travail de la Société des Phosphates de Gafsa.
 - Dans la région de Metlaoui, la corruption et le manque de transparence ont entraîné la jouissance d'un groupe particulier des crédits alloués par l'Etat pour le développement.
 - La campagne de remise en question des demandes du Bassin Minier.
 - Absence de la volonté politique en dépit de la disponibilité de la sécurité, des projets et des sources de financement dans la région.
 - Absence de programme de développement malgré la présence de potentiels humains et naturels.
 - Retrait de l'Etat de sa fonction de veille sur le développement et la procuration de cette tâche à des hommes d'affaire et des sociétés privées.
 - Une campagne médiatique qui vise la répression des militants de la région.
 - L'union des militants du Bassin Minier est une responsabilité historique qui doit être réalisée.
 - Les résultats des concours déclarés à Om Laarayes et à Lemdhilla.
 - La souffrance due aux problèmes de santé à cause de la pollution.
 - La détérioration de l'infrastructure de la région.
- Les propositions :
- Beaucoup d'intervenants ont avancé des propositions d'ordre général et pratique pour surmonter cette situation de détérioration dont souffre la région :
- L'intégration économique horizontale parce que l'intégration verticale internationale ne prend pas en considération les spécificités de la région et on n'atteindra donc pas les résultats souhaités.
 - Une économie de fusion entre le sectoriel et le territorial.
 - S'occuper de l'environnement surtout dans la région de Gafsa, très polluée.
 - La Société des Phosphates de Gafsa doit jouer un rôle social dans la région : attribuer des allocations mensuelles pour les familles les plus démunies, de plus, activer son rôle sur le plan social et économique.
 - Trouver une formule juridique pour une véritable présence de la SC dans la gestion de la Compagnie des Phosphates de Gafsa.
 - Une intervention efficace pour un climat propice à l'activité économique continue.
 - Proposer un quota élevé en ce qui concerne les retraités de la société de phosphate de Gafsa pour atteindre la justice sociale.
 - Veiller à créer dans le statut de la compagnie un tronc pour les droits des travailleurs et la sous-traitance.
 - Il faut moderniser la compagnie de phosphate de Gafsa.
 - Créer des comités de terrain pour les statistiques et la collecte de données sociales.
 - Rompre avec les heures supplémentaires « permanentes » pour d'autres emplois dans la compagnie.
 - Réaliser un développement culturel.
 - Eliminer la corruption et le détournement des fonds publics.
 - S'occuper de l'infrastructure et de l'environnement en créant en en soutenant des projets.
 - Revoir le plan de développement sur le plan national.
 - L'adaptation de la décentralisation en donnant des prérogatives aux régions pour





préparer des plans de développement qui tiennent compte de leurs besoins et de leurs souhaits.

- L'obligation d'adopter la région comme concept économique et non géographique pour déterminer le plan de développement.
- La nécessité de la transparence concernant la technopole de développement.
- Fournir le gaz naturel à la région.
- Création d'une zone industrielle de vente et de réparation des pièces de rechange pour répondre aux besoins de la région et contrôler le coût.
- Règlement des immobiliers dans la région et création de projets agricoles.
- Ouverture des mines pour en faire des salles d'exposition de photographie et d'archives.
- Etude des conditions des chômeurs dans la région.
- L'éloignement des fonctionnaires de l'ancien régime des positions de prise de décision, surtout en ce qui concerne la caisse du développement du Bassin Minier et la société d'environnement et de plantation.
- Soutien des composants de la société civile.
- Les médias devraient jouer un rôle pour arrêter le processus de criminalisation qui affecte les militants de la région.
- La nécessité de présenter des excuses par certains politiciens pour leurs fausses accusations et leur appel à assassiner les représentants du Bassin Minier (surtout le militant Adnen el Hajji).

Tunis: manifestation et tentatives de suicide de chômeurs du Bassin Minier ¹⁶

TUNIS - Des centaines de Tunisiens sans emploi ont manifesté lundi sur l'avenue centrale de Tunis contre le chômage et la précarité, alors que deux jeunes chômeurs venus du Bassin Minier (sud-ouest) tentaient de se donner la mort devant le ministère de l'Emploi, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Travail, liberté et dignité! ont scandé les manifestants reprenant un slogan phare du soulèvement qui a chassé l'ex-président Ben Ali en janvier 2011.

Les gouvernements changent, les mines restent en l'état, proclamait une banderole au nom des martyrs du chômage et de la liberté de Redeyef, ville de la région de Gafsa productrice de phosphates.

Partie de la place Mohamed Ali devant les locaux de la centrale syndicale historique (Ugft), la manifestation, encadrée par la police, s'est achevée sans incident à hauteur du ministère de l'Intérieur avenue Habib Bourguiba.

Défilant à l'appel de l'union des diplômés chômeurs, du forum tunisien des droits économiques et sociaux (altermondialistes) et d'associations de défense des martyrs et blessés de la Révolution, les manifestants ont alterné chants révolutionnaires et slogans contre le gouvernement dirigé par la partie islamiste Ennahda.

¹⁶ Source : http://www.romandie.com/news/n/ Tunis_manifestation_et_tentatives_de_suicide_de_chomeurs_du_bassin_minier80300420121608.asp (consulté le 17 août 2012)





Les richesses du Bassin Minier dans les palais, ses enfants sous les tentes, le peuple a ras-le-bol des nouveaux Trablesi, criaient-ils comparant les nouveaux dirigeants tunisiens au clan mafieux de Leila Trablesi l'épouse honnie du président déchu Zine El Abidine Ben Ali.

Qatar reprends ton argent, le Phosphate de Gafsa est la solution, lisait-on sur une autre une banderole critiquant un rapprochement inédit ces derniers mois entre la monarchie pétrolière du Golfe et les dirigeants islamistes.

Nous voulons des emplois, le travail n'est pas un privilège, rappelait un panneau entre des portraits de martyrs de la Révolution.

Entre-temps, deux jeunes chômeurs du Bassin Minier ont tenté de se pendre devant le ministère de l'Emploi où des femmes et des hommes campent depuis 14 jours.

Abdekrim Boulahya et Kemaies Saaï venus de la localité d'Om Larayes ont été secourus et admis dans un hôpital. Leur camarade Walid Laabidi qui filmait la scène a été appréhendé par la police qui a confisqué sa caméra.

Ces manifestants contestent les résultats d'un concours d'embauche à la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), ils ont brandi samedi la menace d'un suicide collectif pour protester contre la pauvreté et le chômage qui frôle encore les 50%. De nouveaux recrutements à la CPG se limitant à 4.000 emplois pour 28.000 chômeurs ont fait monter la tension à la veille de la fête du travail pour laquelle le gouvernement, les syndicats et l'opposition s'apprêtent à défiler en force mardi.

Le borbier du Bassin minier Sit-in et tentative (désespérée) de suicide devant le ministère de l'Emploi¹⁷

Ils sont presque 50 personnes à camper, depuis samedi dernier, devant le siège du Ministère de l'Emploi. Ces originaires de la ville de Redaief, de Metlaoui et d'autres régions du sud tunisien sont venus faire entendre le mal de vivre d'une jeunesse qui n'arrive pas à travailler dans une région qui abrite la Compagnie des Phosphates laquelle occupe la cinquième place mondiale avec une production de presque huit millions de tonnes chaque année.

« Nous sommes 488 candidats à avoir réussi au concours de la CPG. 263 parmi nous ont été retirés de la liste sans aucune explication. Franchement c'est la honte.

Ce gouvernement a perdu toute crédibilité et n'arrivera jamais à gagner la confiance des jeunes du sud ayant souffert le martyre pour déclencher la Révolution », crie Saber Ben Mabrouk, venu revendiquer une réponse claire et honnête de la part du ministère expliquant les raisons du refus de son dossier. « Nous sommes des citoyens à part entière et nous allons tout faire pour mener une vie digne au sein de notre pays. Ce sit-in n'est que le début d'une colère qui sera l'étincelle d'une nouvelle Révolution », dit-il en ajoutant que des centaines parmi les habitants du sud sont en route vers la capitale pour manifester contre l'indifférence du gouvernement.

De la grève de la faim à la tentative de suicide

Après une semaine de grève face à la sourde oreille du gouvernement, deux grévistes ont tenté, hier matin, de se suicider dont Khémaies Saad,

¹⁷ Source : <http://www.letemps.com.tn/article-65790.html> (consulté le 17 août 2012)





un père de famille âgé de 38 ans qui en est à sa troisième tentative. « Je suis affirmatif en réclamant que nous n'avons plus peur de la mort », dit Khémaies avec une toute petite voix après avoir été transporté à l'hôpital Charles Nicolle. Pour lui, le concours de la CPG manque de toute transparence et ne répond à aucune logique. « Le gouvernement d'Ennahdha ne mérite aucun respect de notre part. Essayons d'être francs et cessons de mettre de la poudre aux yeux : les résultats du concours sont une preuve indiscutable démontrant la malhonnêteté des membres de la commission chargée du recrutement.

Pour cela, je n'arrêterai pas d'essayer de me suicider afin de montrer à ces gens et au gouvernement d'Ennahdha que le compte à rebours de la deuxième Révolution est déjà déclenché ». Khémaies n'était pas le seul à être transporté à l'hôpital. Pas loin de lui, Un groupe de sit-inneurs occupait une chambre composée de deux lits en attente du médecin pour examiner leur état critique après trois longues journées de grève de la faim. « Nous sommes des jeunes et des moins jeunes, des femmes et des enfants à vivre la misère dans tous ses états. Nous sommes des pères de familles et des fils de veuves mères à revendiquer le droit à une vie digne avec un travail et une couverture sociale », note Massoud Rahhali, un père de trois enfants venu camper avec sa femme et ses trois frères handicapés.

Selon lui, les conditions de vie des habitants du Bassin Minier sont plus que lamentables. « Nous avons attendu les résultats du concours en espérant en finir avec le manque de transparence des concours du règne de Ben Ali. Malheureusement, il s'est avéré que rien n'a changé », hurle Massoud en montrant le dossier de sa candidature et en menaçant de se suicider si jamais le gouvernement continue d'être indifférent et de manquer de respect à l'égard des chômeurs et de leurs familles.

Le ministère laconique : « C'est comme ça ! »

La réponse du ministère concerné a été simple et directe. « Les dossiers proposés par les manifestants ne répondent pas aux critères de recrutement », affirme Hédi Triki, conseiller auprès du ministre de l'Emploi. Et d'ajouter que les grévistes demandent à être recrutés pour une seule raison : être originaires du sud-ouest tunisien. « Or ce n'est pas possible vu plusieurs raisons dont les conditions difficiles que vit le Bassin Minier depuis plus d'une année », explique Triki qui a essayé de discuter avec les manifestants mais qui a fini par quitter les lieux après l'agression d'un employé du ministère de la part d'un gréviste.

Samah MEFTAH

Face à la passivité du gouvernement provisoire hier, grève générale à Redeyef¹⁸

Une désobéissance civile est prévue pour la fin du mois

Une grève générale a été observée, hier, à Redeyef en guise de réponse à l'indifférence et au désengagement du gouvernement par rapport aux revendications sociales des citoyens, en plus de sa passivité vis-à-vis des négociations et accords qui tardent toujours à se concrétiser.

Qualifiée de réussie, la grève a été respectée dans tous les secteurs. « Nous avons enregistré la participation de 99 % des habitants de Redeyef à l'exception d'un groupe de Rcédistes

¹⁸ Source : <http://www.letemps.com.tn/article-66049.html> consulté le 17 août 2012.





et de Nahdaouis », annonce Adnane Hajji, syndicaliste. En fait, « la grève a été décrétée pour attirer l'attention du gouvernement provisoire qui ne bouge pas d'un cran face aux revendications sociales et économiques des citoyens », rappelle M. Hajji, tout en annonçant « qu'une désobéissance civile est prévue à la fin du mois au cas où les responsables au pouvoir ne concrétisaient pas les accords ayant fait l'objet de négociations depuis des mois ».

Le combat pour une vie décente n'a pas l'air de s'arrêter au Bassin Minier notamment, dans la ville de Redeyef, où les signes de délaissement, d'indifférence et de négligence sont ostentatoires. En fait rien ne change dans la délégation même, après la Révolution du 14 janvier. Infrastructure délabrée, taux de chômage élevé, manque d'établissements étatiques où, les citoyens peuvent accomplir leurs procédures administratives (CNSS, CNAM, CNRPS...) sans être obligés de se déplacer des kilomètres... Le tableau reste, malheureusement, sombre dans cette ville qui ne cesse de revendiquer son droit au développement et à une meilleure qualité de vie, où l'être humain pourrait vivre dignement. C'est dans ce cadre d'ailleurs, que s'inscrit la bataille menée depuis déjà des années par les citoyens. Une bataille qui n'est pas prête de s'arrêter, car, les autochtones de Redeyef sont déterminés, plus que jamais, à forcer le destin pour changer leur sort et jouir ainsi de leurs droits économiques et sociaux, dont ils ont été toujours privés. Ils multiplient d'ailleurs, les formes de militantisme pour observer hier, une grève générale après la manifestation organisée lundi 30 avril, à l'avenue Habib Bourguiba. Ce n'est pas tout. Ils sont même, prêts à aller plus loin dans leurs actes de contestation, si le gouvernement provisoire ne manifeste pas la volonté de résoudre les problèmes qui se posent dans la zone et honorer à ses engagements. A cet effet, Adnane Hajji, rappelle que « toutes les négociations faites et les accords accomplis avec le ministère des Affaires Sociales n'ont pas été concrétisés et sont carrément négligés par le ministre de l'Industrie ». A bout de patience, les grévistes ont décidé de réagir ainsi parce que « aucun signe, ni message positif n'ont été adressés par le gouvernement provisoire aux citoyens », tenait à dire M. Hajji. « Il néglige d'ailleurs, les 19 grévistes de la faim ainsi que

les sit-inneurs, campant depuis des mois dans le siège de la direction locale du ministère de l'Agriculture », critique le leader du Bassin Minier.

Autres formes de protestations

« Face à cette situation, nous sommes obligés de passer à une vitesse supérieure et à changer les formes de protestations », attire l'attention le syndicaliste tout en adressant un message clair au gouvernement provisoire. « Ce dernier doit s'attendre à une désobéissance civile à Rédeyef s'il ne prend pas des mesures concrètes pour satisfaire les revendications sociales des citoyens d'ici la fin du mois », annonce Adnane Hajji sur un ton très déterminé. « Il n'a dès lors qu'à assumer ses responsabilités », enchaîne le syndicaliste.

Des mois se sont écoulés depuis que le gouvernement provisoire est au pouvoir, mais rien ne change au niveau des droits économiques et sociaux des Tunisiens essentiellement, ceux vivant dans les zones sous-développées. Au contraire, leur quotidien devient de plus en plus difficile, avec la hausse des indices des prix, l'inflation et la régression du pouvoir d'achat accompagné de la passivité des hauts responsables.



Mais jusqu'à quand ? Nul ne sait si c'est provisoire, ou c'est le provisoire qui dure.

Sana FARHAT

Marche de solidarité avec les citoyens du Bassin Minier ¹⁹

TUNIS (TAP) - Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) a organisé, lundi, une marche de solidarité avec les citoyens du Bassin Minier et avec leurs revendications légitimes. La marche, dont le coup d'envoi a été donné à midi, devant la statue d'Ibn Khaldoun, Place de l'Indépendance, à Tunis, a vu la participation d'une centaine de manifestants originaires des délégations du Bassin Minier de Gafsa (Om Larayes, Redayef, Metlaoui et Mdhilla). A côté des jeunes du bassin minier, des membres de l'Union des diplômés chômeurs (UDC) se sont joints à la marche qui a traversé l'avenue Bourguiba jusqu'à la Grande Horloge, avant de rebrousser chemin vers le point de départ. Les manifestants ont brandi des pancartes avec des portraits de martyrs de la Révolution du 14 janvier et des événements du Bassin Minier de 2008. Ils ont également scandé des slogans pour la justice, la liberté, la dignité et l'équité sociale, revendiquant surtout le droit à l'emploi et la restitution d'une partie des richesses générées par le Bassin Minier. Dans une déclaration à l'agence TAP, le président du FTDES, Abderrahmène Hedhili, a indiqué à l'agence TAP que cette marche est l'initiative du comité directeur du FTDES dont les membres appartiennent, également, au comité de soutien des citoyens du bassin minier. A travers cette marche, les participants saluent la mémoire des martyrs du Bassin Minier tombés les 5 et 6 juin 2008 et revendiquent le droit à l'emploi et à un développement équitable, a-t-il expliqué. Cette marche pacifique s'est déroulée sans incident, grâce notamment à la bonne organisation de ses initiateurs en coordination avec les forces de l'ordre. Elle intervient à la suite de la publication, à partir du 7 avril 2012, des résultats du concours de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG). Créé en mai 2011, le FTDES rassemble des juristes, des experts et des syndicalistes et oeuvre à atteindre les objectifs tracés dans le cadre de la déclaration universelle des droits de l'Homme, le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la déclaration sur le droit au développement.

La conférence de presse du FTDES met en lumière la situation au camp de Choucha et au Bassin Minier. ²⁰

TUNIS (TAP) - Le président du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), Abderrahmane Hedhili a mis en garde contre la dégradation de la situation au camp de Choucha, à Ben Guerdane où vivent encore 3200 réfugiés. Au cours d'une conférence de presse, jeudi à Tunis, il a qualifié la situation de « catastrophique ». Hedhili a expliqué que 123 ouvriers chargés de la propreté dans ce camp ont été licenciés, ce qui fait craindre la dégradation de la situation humanitaire et sanitaire dans le camp ainsi que dans la ville de Ben Guerdane.

19 Source : <http://www.tap.info.tn/fr/fr/societe/aff-sociales/21855-la-conference-de-presse-du-ftdes-met-en-lumiere-la-situation-au-camp-de-choucha-et-au-bassin-minier.html> (consulté le 17 août 2012).

20 Source : <http://www.tap.info.tn/fr/fr/societe/aff-sociales/21855-la-conference-de-presse-du-ftdes-met-en-lumiere-la-situation-au-camp-de-choucha-et-au-bassin-minier.html> (consulté le 17 août 2012).



Les organisations humanitaires expliquent leur défection par le manque de moyens, a-t-il indiqué.

Il a ajouté que la société civile tunisienne s'emploie à trouver des solutions pour sortir de cette crise, devant le refus du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) d'accorder le statut de réfugiés politiques à 272 ressortissants.

Lors de la rencontre, des réfugiés somaliens, soudanais et nigériens ont parlé de leur séjour au camp Choucha. Ils accusent le HCR de les contraindre à retourner en Libye ou dans leurs pays respectifs, ce qui présente un risque pour leur vie. Le représentant des travailleurs du camp demande la réintégration des employés licenciés et la création d'une commission de suivi et d'évaluation des dégâts environnementaux occasionnés dans la région. Par ailleurs, le syndicaliste et ancien détenu politique, Adhane Hajji, a mis l'accent sur ce qu'il qualifie de « revirement du gouvernement provisoire qui n'a pas tenu ses engagements envers le Bassin Minier ». Il a indiqué que le gouvernement n'a pas respecté les accords conclus concernant les revendications des citoyens de Redayef. « Il s'agit d'un mauvais signe pour l'avenir du processus de la Révolution et de la transition démocratique », a-t-il averti. Le syndicaliste a appelé à la négociation comme garant du rétablissement de la sécurité dans la région. Il a ajouté que le gouvernement sera responsable d'une éventuelle escalade des tensions dans cette localité. Adhane Hajji a précisé que les revendications des citoyens de Redayef s'articulent autour de l'emploi et le recouvrement des droits des employés de la Compagnie des Phosphates de Gafsa mis en retraite anticipée. Il propose d'accorder la priorité dans les recrutements aux enfants des employés de la compagnie, victimes d'accidents de travail et de régulariser la situation des travailleurs des chantiers et ceux de la Société de l'environnement. Depuis la révolution de nombreux mouvements de protestation et grèves ont été organisés dans le Bassin Minier, provoquant l'arrêt de la production de la CPG pour plusieurs mois.





A l'attention de Monsieur le Chef du Gouvernement

Les syndicats de base et les délégués syndicaux affiliés à l'Union Générale de Travail de Tunisie (UGTT) ainsi que les sections des partis politiques et les organisations de la société civile implantés dans la ville de Redaif dénoncent le reniement décidé par le gouvernement des accords adoptés et relatifs aux droits des populations du Bassin Minier et des promesses et des engagements concernant leurs revendications légitimes.

Les signataires considèrent cette attitude comme un indicateur grave qui affecte le processus de révolution et de la transition démocratique et un facteur qui bloque l'édification d'un système démocratique dans le pays.

Dans ce cadre, ils appellent au retour au dialogue et aux négociations immédiates en tant que choix stratégique menant à la préservation de l'état de sécurité et de paix et de stabilité dans la région. Ils demandent au gouvernement d'assumer ses responsabilités et attirent son attention sur les conséquences qui peuvent affecter la situation sociale dans la région suite à la non adoption de cette démarche.

Les signataires animés par les bonnes intentions et guidés par de profondes convictions de trouver les solutions appropriées à la crise, appellent à la levée du sit-in et l'arrêt des grèves de faim et au retour au calme et le rétablissement de la sécurité, et lancent un appel solonnel à toutes les parties concernées d'assumer leur responsabilité entière pour faire face aux retombées de la situation et l'arrêt du processus de dialogue et de négociation.

Dans ce cadre, les signataires appellent le gouvernement d'intervenir d'une manière urgente en vue de prendre les dispositions permettant de surmonter cette situation de blocage. Ils déclarent leur engagement de mener toutes les formes de lutte afin de faire aboutir les revendications justes et les droits légitimes de la population.





Les signataires :	Sections des partis politiques suivantes :
- Syndicats des ouvriers de l'éducation - Syndicats des carrières - Syndicat de l'enseignement de base - Syndicat de la santé publiques - Syndicat des retraités - Syndicat des municipalités - Syndicat des services externes - Syndicat des PTT - Syndicat de l'enseignement secondaire - Syndicat des surveillants - Syndicat UDC Redaif - Association « El Joud El Khairia Redaif » - Association les mères du Martyr - Association FTDES/ Section Redaif	- Mouvement El Tadjid - POCT - CPR - El Baath - MP Démocrates - Mouvement « El Chaab »



الجمهورية التونسية
وزارة الشؤون الاجتماعية
2012

**جلسة عمل حول الحوض المنجمي
الخميس 23 فيفري 2012**

أشرف السيد خليل الزاوية وزير الشؤون الاجتماعية على جلسة عمل
انعقدت بمقر الوزارة يوم الخميس 23 فيفري 2012 وخصصت لمطالب أهالي
الرديف.

وحضر هذه الجلسة:

عن وزارة الشؤون الاجتماعية

- السيد عمار اليومياي : رئيس الديوان
- السيد محمد صالح الشطي : مدير عام مكلف بمأمورية

عن الحوض المنجمي:

- عدنان الحاجي
- ابراهيم صحراوي
- علي بويحي
- محمد صالح الجمعي
- رضا عزديني
- بو علي عميدي
- رضوان بوزيان
- حفناوي بن عثمان
- عثمان بن سلطان
- نعمان بنعمار
- رايح بن عثمان

جلسة عمل حول الحوض المنجمي الخميس 23 فيفري 2012

أشرف السيد خليل الزاوية وزير الشؤون الاجتماعية على جلسة عمل
انعقدت بمقر الوزارة يوم الخميس 23 فيفري 2012 وخصصت لمطالب أهالي
الرديف.

وحضر هذه الجلسة:

عن وزارة الشؤون الاجتماعية

- السيد عمار اليومياي : رئيس الديوان
- السيد محمد صالح الشطي : مدير عام مكلف بمأمورية

عن الحوض المنجمي:

- عدنان الحاجي
- ابراهيم صحراوي
- علي بويحي
- محمد صالح الجمعي
- رضا عزديني
- بو علي عميدي
- رضوان بوزيان
- حفناوي بن عثمان
- عثمان بن سلطان
- نعمان بلعمار
- رايح بن عثمان

- بالنسبة للمتقاعدين قبل سنة 1986 : أن لا تقل جناية التقاعد عن الأجر الأدنى المضمون لمختلف المهن ، ويتحمل شركة فسفاط قفصة الكلفة التي تتطلبها تسوية وضعيتهم إزاء الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي.

- المتقاعدون في الفترة بين 1986-1993 : لم يقع احتساب المنح بالنسبة إليهم في قاعدة تحديد الجرايات وتم الإقتصار على الأجر الأساسي، وهم يطالبون بضرورة تسوية وضعيتهم مع الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي على أن تتحمل شركة فسفاط قفصة كلفة تلك المنح في قاعدة احتساب جراياتهم. ويطالب المعنيون بأن يكون لتعديل الجرايات مفعولا رجعيا يغطي الفترة الفاصلة بين سن التقاعد المبكر والسن المستوجبة للتقاعد العادي.

- المتقاعدون في الفترة ما بين 1993 و 2000 : أشار المشاركون بخصوص هذا الموضوع احتساب 50 % فقط حاليا من المنحة التكميلية المؤقتة خلال الفترة ما بين 1993 و 2000 وهم يطالبون أيضا بتدارك هذا الاختلال وإدخال الشركة في تحمل ما ينتج عن ذلك من متطلبات التسوية المطلوبة.

- هذا ويطالب ممثلو أهالي الرديف بتسوية وضعيتهم المتقاعدين طبقا لاتفاقية 50/25 (أي 25 سنة عمل وبلوغ سن الخمسين سنة).

• وضعية عمال شركة البينية والغراسية

أوضح المشاركون في الجلسة أن هذه الشركة تم إحداثها في إطار آلية الإفراق عن طريق شركة فسفاط قفصة واستوعبت عمال المناولة الذين كانت تستخدمهم هذه الأخيرة وعددهم حوالي 1100 عامل في الرديف (من بينهم 100 حامل لشهادة عليا)، وهم حاليا يتقاضون أجورا بين 300 دينار و 500 دينار شهريا ولا ينتفعون بالتغطية الاجتماعية ويشتغلون في غياب إطار قانوني يربطهم بمؤجرهم. ويطالب المعنيون إما بإدماجهم بشركة فسفاط قفصة أو بضبط الإطار القانوني الذي يربطهم بمؤجرهم وتمتعهم بالتغطية الاجتماعية.

• مطالب أصحاب الشهادات العليا المعطلين عن العمل

أوضح ممثلو هذه الشريحة أن عدد المعطلين عن العمل في الرديف ما انفك يتزايد حيث بلغ في الرديف فقط 1203 معطلا دون احتساب خريجي دورة جوان 2011 وخريجي مراكز التكوين المهني وهم يطالبون بحلول استعجالية (مجانبة العلاج والنقل، إلغاء البرامج العمومية الهشة مثل منحة أمل والآلية 16) وأخرى استراتيجية (انتداب واحد عن كل عائلة، الترفيع في حصة انتداب الإطارات بشركة فسفاط قفصة، الحرص على أن تكون المناظرة جهوية أو على الأقل تمكين الحوض المنجمي من حصة لا تقل عن 40% مع الاقتصار بالنسبة للمقاييس على سنة التخرج والسن دون سواهما، توفير التمويل الذاتي والمساعدة على دراسة المشاريع ومتابعة إنجازها).

• مسائل أخرى

طالب ممثلو أهالي الرديف بتقريب بعض المرافق من المواطن على غرار مكتب محلي للصندوق الوطني للتأمين عن المرض والصندوق الوطني للضمان الاجتماعي وصندوق التقاعد والحيطة الاجتماعية ومكتب تشغيل بالرديف وتطوير المستشفى المحلي بالرديف ليصبح مستشفى جهوي. كما طالب المعنيون بالنظر في وضعية مجمع "خميسة" ومساعدة هذه المؤسسة على استئناف نشاطها.

كما طالب المعنيون بالتدخل لدى مراكز النداء بالرديف بفروعها الثلاثة لتسوية وضعيات العمال ومساعدتها على استئناف نشاطها.

كما طالب المعنيون بالإسراع بانطلاق عملية تحويل 400 مليون دينار التي خصصتها شركة فسفاط قفصة للتنمية بالحوض المنجمي ومن أهمها إحداث معمل الإسمنت وتهينة المناطق السقوية وبعث بنك تجاري.

هذا وقد استمع السيد الوزير إلى كل ما أثير بخصوص المواضيع المشار إليها أعلاه وأكد أنه سيواصل التشاور والتدخل لدى شركة فسفاط قفصة والوزارات الأخرى لمحاولة إيجاد الحلول للمسائل المطروحة.

وعبر السيد الوزير عن موافقة الوزارة على إسناد بطاقات العلاج لبعض
العائلات المستحقة.

كما أبلغ الحاضرين بمبدأ الموافقة من طرف شركة فسفاط قفصة على
الترفع في الحصة (Quota) المخصصة للانتداب دون تحديدها وكذلك على مبدأ
الحظ من نسبة السقوط البدني لمتضرري حوادث الشغل.

كما أوضح السيد الوزير أنه سيقع دعوة شركة البيئة والغراسة إلى ضبط
إطار قانوني مع عملتها وإحترام حقوق الشغلين الوارد بقانون الشغل والضمان
الاجتماعي الجاري به العمل.

وفي خاتمة اللقاء تم الاتفاق على عقد جلسة يوم الجمعة 2 مارس 2012
بحضور السيد الرئيس المدير العام لشركة فسفاط قفصة الممثل عن وزارة الصناعة
 والتجارة (بوصفها سلطة إشراف على الشركة المذكورة) وممثلو أهالي رديف وذلك
لمتابعة جميع هذه المسائل.

بغداد بن عمار



بغداد بن عمار





عبد الله الحارثي



